



# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 28 ET DIMANCHE 29 AVRIL 2012



STEPHEN HIRD REUTERS

Les contribuables enverront cette année 19,6 milliards au gouvernement québécois.

## L'impôt joue-t-il bien son rôle ?

FRANÇOIS DESJARDINS

Six mois après que le mouvement « Occupy » eut pris pour cible les excès du monde financier pour ensuite déborder sur les inégalités sociales, le débat public n'a plus le même rayonnement. La redistribution de la richesse, pourtant, poursuit son œuvre, discrètement, à partir d'un bout de papier que tout contribuable devrait envoyer d'ici lundi: la déclaration de revenu. Si l'on ne s'entend pas sur son efficacité, une chose est sûre, disent des experts: il faudrait se rappeler, collectivement, que la fiscalité sert à financer des services publics et à redistribuer la richesse.

À ce titre, deux publicités récemment tournées pour Revenu Québec sont tout de même frappantes. Devant un garagiste qui offre à une cliente si elle veut « s'arranger pas de facture », histoire d'éviter les taxes, la cliente lui demande s'il va parfois à l'hôpital et combien ça lui coûte. Rien. « Pourquoi? », demande-t-elle alors. « C'est le gouvernement qui paie », répond-il. « Avec quoi? », poursuit-elle. « Nos impôts. » Elle l'assomme d'un coup fatal: « Pas de facture, ça doit être dur de payer ses impôts... » Il imprime une facture.

D'abord, pas le choix d'étalement quelques chiffres. Si les prévisions de Québec s'avèrent, les contribuables enverront cette année 19,6 milliards au gouvernement, ce qui couvrira un peu plus du quart des dépenses du gouvernement, qui s'élèveront à 70,9 milliards (62,6 milliards en programmes et 8,2 milliards au service de la dette). Deux ministères occupent d'ailleurs la majeure partie des dépenses de Québec: la Santé (30 milliards) et l'Éducation (16 milliards). Le reste des recettes fiscales vient des taxes à la consommation, de la charge fiscale des entreprises, des sociétés d'État et des transferts en provenance du gouvernement fédéral.

« À lire certains reportages, on peut avoir l'impression que l'argent est déversé dans le fleuve », déplore Luc Godbout, professeur de fiscalité à l'Université de Sherbrooke. Il y a sans doute un peu de gaspillage, peut-être pas à la hauteur de ce que pensent certains, mais la mécanique de redistribution fonctionne.

Luc Godbout, qui a fait partie du quatuor d'experts retenu par le ministre Raymond Bachand pour analyser l'état des finances publiques en 2009 (avec Pierre Fortin, Robert Gagné et Claude Montmarquette), évoque l'évolution de l'écart des revenus. En 1976, dit-il, le cinquième le plus riche gagnait 8,2 fois le revenu du cinquième le plus pauvre, un ratio qui tombait à 4,3 une fois que l'impôt et les transferts étaient passés. En 2009, le cinquième le plus riche gagnait 11,2 fois plus, mais le fisc et la mécanique de redistribution ont fait en sorte qu'ils ne gagnaient en réalité que 4 fois plus.

### Amélioration du sort

Au Collectif pour un Québec sans pauvreté,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un campement des indignés l'automne dernier à Montréal

on reconnaît que certaines catégories de ménages, comme les couples avec enfants, ont vécu une amélioration « claire » de leur sort. « La fiscalité québécoise joue un rôle. Le joue-t-elle bien? Les principes sont bons, mais depuis un certain nombre d'années, on estime qu'il y a une attaque sur la fiscalité. Le nombre de papiers a été réduit de 16 à 3, et c'est la progressivité qui a été touchée. » Sans parler, dit-il, des catégories de citoyens qui n'ont pas été favorisées, comme les personnes seules ou les couples sans enfant.

« On redistribue mieux la richesse que partout ailleurs en Amérique du Nord », insiste Bernard Landry, qui a signé les budgets de 1996-1997 à 2000-2001. « On perçoit et on redistribue, aux familles en particulier. L'enfer fiscal dont parlent certains [NDLR: dans les cercles de droite], c'est largement exagéré. Dans tous les pays du monde, c'est classique, on entend ça: « On paie trop et on ne reçoit pas assez. » Mais au Québec, ce n'est pas ça. »

Qui paie quoi, au fait? La plus récente analyse du ministère des Finances, publiée sur une base annuelle, remonte au mois de février. Basée sur l'année fiscale 2009, elle indique que 37% des contribuables n'ont pas gagné assez d'argent pour devoir payer de l'impôt. Les 41% qui ont gagné moins de 50 000\$ ont payé 26% de l'impôt total recueilli par le

gouvernement, alors que la tranche des 50 000 – 100 000\$ représente 18% des travailleurs qui ont payé 41% de l'impôt. Tout en haut de l'échelle, les personnes gagnant 100 000\$ ou plus ont représenté seulement 4% des contribuables, mais ont payé 33% de l'impôt.

À l'Union des consommateurs, Élisabeth Gibeau croit que « la mécanique de redistribution fonctionne », mais que Québec s'est privé de recettes fiscales ces dernières années. Aussi, dit-elle, dans certains cas, la tendance a été aux crédits d'impôt plutôt qu'aux investissements directs dans les services publics.

De manière générale, affirme M. Couture, « le pacte social et fiscal qui lie les citoyens et l'État est de plus en plus difficile à lire, à suivre ». Dans son analyse des derniers budgets, le Collectif affirme qu'il y a un « brouillage » des informations.

Par exemple, on s'étonne que les tableaux qui montraient autrefois les sommes redistribuées aux contribuables selon la tranche de revenu, grâce aux mesures budgétaires, aient mystérieusement disparu à partir du budget 2009-2010.

Interrogé à ce sujet, le ministère des Finances a plutôt renvoyé *Le Devoir* à un fascicule du dernier budget Bachand dans lequel un tableau présente l'évolution 2003-2012 du

revenu des ménages, compte tenu de l'ensemble des mesures budgétaires adoptées sur cette période. La ventilation année par année, tranche de revenu par tranche de revenu, n'y figure pas.

### Portrait plus juste

Entre autres, le fascicule soutient que, tout compte fait, avec les allègements fiscaux, le crédit solidarité et la hausse de la TVQ, un ménage avec deux jeunes enfants dont le revenu disponible était de 25 000\$ ou de 30 000\$ en 2003 a vécu l'amélioration la plus spectaculaire: environ 40%, pour un revenu de 38 000\$ ou de 40 000\$ en 2012. Le tableau n'indique pas si les montants ont été ajustés pour l'effet de l'inflation. En guise de comparaison, un ménage faisant 100 000\$ a vu son revenu disponible net augmenter de 6,5%, selon le ministère des Finances.

Robin Couture n'est pas le seul à vouloir davantage de données pour se faire un portrait d'ensemble. « On n'a jamais eu l'image de l'ensemble du caractère progressif ou régressif du système », dit Claude Montmarquette, professeur au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal et auteur d'un rapport plaçant pour une hausse de la tarification de certains services publics. « On a des impôts dits progressifs, mais on a aussi des dépenses. Il ne faut pas seulement savoir qui paie, mais qui reçoit les services. Qui en bénéficie? »

Le CIRANO, un groupe de recherche auquel il participe, a entrepris d'explorer ce champ, mais le défi réside notamment dans la collecte de données, affirme M. Montmarquette. Ce que l'on sait, dit-il, c'est qu'environ 6% des programmes du gouvernement sont des « transferts d'argent à d'autres personnes », comme l'assistance sociale.

« Le rôle de l'impôt, c'est de financer les services produits par l'État, mais aussi, il y a cet aspect redistributif des gens plus fortunés vers les moins fortunés. » Le Québec fait un effort « important » de redistribution, selon lui, car les niveaux de pauvreté sont plus faibles que dans le reste du Canada et qu'aux États-Unis.

Quoi qu'il en soit, les gens qui profitent des services, qu'ils soient fortunés ou non, souvent « ne savent pas combien coûtent les services publics », dit Luc Godbout, de l'Université de Sherbrooke. Certains les ont trouvées moralisatrices, mais les publicités de Revenu Québec, c'est ça, c'est de la sensibilisation. Si vous avez de jeunes enfants et que vous payez au noir la personne qui a réparé votre galerie, qui va financer les garderies? C'est clair qu'il faut trouver une façon de l'expliquer. »

*Le Devoir*

**D** Lire aussi • Les temps ont changé Page B 2 ou [ledevoir.com](http://ledevoir.com)

## PERSPECTIVES

## Les temps ont changé

FRANÇOIS DESJARDINS

Les services publics que la société québécoise s'est donnés au fil du temps entraînent des coûts importants et les moyens de les financer, outre l'impôt pur et simple sur le revenu, ne sont pas forcément nombreux. Alors qu'une hausse des impôts est un sujet devenu tabou, le gouvernement Charest tente au moins de récupérer ce qui lui est dû grâce à la lutte contre l'évasion fiscale. Mais attention: il n'est pas le premier à tenter de le faire.

«L'évasion, en plus de priver l'État de sommes auxquelles il a droit, constitue une injustice flagrante à l'endroit du citoyen honnête qui ne connaît pas ou qui n'ose pas utiliser les subterfuges pour se soustraire à ses obligations», dit en 1964 le premier ministre Jean Lesage, qui livre alors le discours du budget, car il cumule aussi les fonctions de ministre des Finances. Visiblement, pas grand-chose n'est fait.

Cinq ans plus tard, le gouvernement de l'Union nationale croit que la mise en place d'un «système intégré d'informatique» va permettre «d'enrayer [...] l'évasion fiscale», peut-on lire dans le budget de 1969-1970. Dans son discours, le ministre des Finances de l'époque, Paul Dozois, affirme que «non seulement nous incombe-t-il de prendre toutes les mesures appropriées pour contrôler et resserrer les dépenses, mais encore devons-nous nous assurer que la perception des revenus se fasse de la façon la plus efficace possible».

Les temps ont changé. Après avoir déployé d'importants efforts, le gouvernement Charest estime qu'au cours de l'exercice 2012-2013, la somme totale des récupérations fiscales s'élèvera à 3,35 milliards. L'Agence du revenu du Québec a elle-même déjà reconnu qu'il s'agit là d'un objectif ambitieux. A cela, le ministre des Finances, Raymond Bachand, oppose le fait qu'un dollar investi «rapporte plus de 10\$ de recettes».

Le fisc a porté son attention sur les secteurs de la construction et de la restauration; voilà que cette année, affirme Québec, il scrutera les agences de placement de personnel et les fiducies détenant des immeubles commerciaux.

Il y a d'autres façons d'augmenter les recettes fiscales. Les groupes de gauche affirment depuis longtemps qu'il faudrait instaurer un quatrième palier d'imposition, dédié spécifiquement aux contribuables qui gagnent un revenu supérieur à 125 000\$, par exemple. Les paliers déjà existants seraient alors réajustés.

Mais Luc Godbout, professeur à l'Université de Sherbrooke, fait valoir que l'impôt sur le revenu des particuliers est déjà lourd au Québec et qu'il faudrait plutôt lorgner du côté des taxes à la consommation. En offrant, bien sûr, des remboursements de taxes aux ménages moins nantis. «Si on regarde les pays scandinaves, on constate qu'ils ont des services publics, mais aussi des taxes à la consommation importantes.»

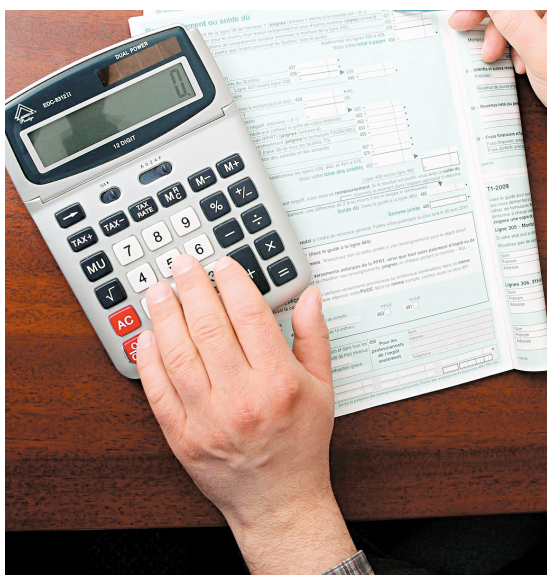
«À la marge, on peut toujours augmenter l'impôt un petit peu, mais il faut être sensible à notre environnement. Et il faut savoir qu'au Québec, l'impôt sur le revenu, on l'a utilisé abondamment. Dans l'ensemble des pays du G7, on est le plus grand utilisateur de l'impôt sur le revenu», dit M. Godbout.

Un récent sondage mené auprès de 2000 personnes pour l'Institut Broadbent — un groupe de recherche de gauche — suggère que 64% des Canadiens seraient prêts à payer davantage d'impôt pour maintenir le niveau des services publics en santé et en éducation. Alors que les répondants se disant libéraux ou néodémocrates appuyaient cette idée à 72%, les électeurs conservateurs s'y disaient favorables à 58%.

Un coup d'œil aux discours du budget des dernières décennies révèle que le gouvernement est conscient depuis longtemps du fait qu'il y a des limites à se tourner vers le particulier. «Pour maintenir le même rythme de croissance des dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et au bien-être, il faudrait, de toute nécessité, recourir à des augmentations d'impôt», affirme en 1972 le ministre des Finances, Raymond Garneau.

«Or la capacité de payer des contribuables n'est pas illimitée, surtout si on tient compte de l'incidence de la taxation sur le comportement des individus et des firmes et aussi des niveaux d'imposition en vigueur dans les autres provinces.»

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR



ANTOINE ROBITAILLE

La chronique d'Antoine Robitaille fait relâche cette semaine.



Alison Redford, première ministre de l'Alberta

PHOTOS MIKE STARK REUTERS

## Alison Redford veut «jeter des ponts»

On attendait une Alberta plus à droite et plus isolationniste à la suite des élections de lundi dernier. On se retrouve plutôt avec une première ministre conservatrice qui tient à l'étiquette progressiste de son parti et qui n'a qu'une expression à la bouche: «jeter des ponts». Avec Ottawa et les autres provinces. Alison Redford a fait mentir non seulement les sondages, mais aussi les caricatures de sa province.

MANON CORNELIER

Après 41 ans au pouvoir et tout ce que cela peut dire d'usure et d'arrogance, le Parti progressiste-conservateur (PPC) partait avec plusieurs prises contre lui lundi. Et, pour la première fois de son histoire, il faisait face à une vraie menace en la personne de Danielle Smith et de son Wildrose Party, un parti de néophytes résolument de droite.

Malgré ce que disaient les sondages, tout n'était pas joué. Trop d'indécis. Trop d'hésitants. Selon un sondage post-électoral réalisé par Léger Marketing, près de 40% des électeurs ont fait leur choix durant la dernière semaine de campagne, dont 11% durant le dernier weekend avant le vote, 7% le jour du vote et encore 7% devant la boîte de scrutin.

Résultat, le Wildrose a fait des gains, mais l'élection de 17 députés, soit quatre de plus qu'à la dissolution, avait un goût amer. Au lieu de convaincre les Albertains de désertier le PPC, le WP a effrayé et, du coup, incité les électeurs à se rallier derrière Mme Redford pour bloquer la route à Mme Smith et à son équipe de néophytes.

Les libéraux ont déserté leur parti en faveur du PPC. Selon Léger Marketing, 27% des électeurs qui ont opté pour les conservateurs l'ont fait pour bloquer la route à un autre parti. Les électeurs qui avaient boudé les urnes en nombre record en 2008 (taux de participation de 40,6%) ont repris le chemin des bureaux de scrutin, le taux de participation ayant atteint 57%. Tout cela a profité au PPC, qui n'a perdu que 6 sièges pour en conserver 61.

Après les années Klein et l'épisode du Reform Party, il était facile de conclure que la montée du Wildrose depuis 2009 et l'élection sans partage des conservateurs de Stephen Harper au fédéral étaient l'illustration d'une Alberta monolithiquement à droite et déterminée à le rester.

C'était oublier que l'Alberta de 2012 n'est plus celle d'il y a 20 ans, ce qu'avait déjà laissé entrevoir l'élection de Naheed Nenshi à la mairie de Calgary en 2010, premier maire de religion musulmane d'une grande ville canadienne.

## Le boom

On ne peut nier toutefois que le Wildrose a dominé les sondages pendant des mois avec un discours populiste et attrayant pour les conservateurs purs et durs déçus du PPC, pour les électeurs ruraux socialement conservateurs du sud de la province et pour les nostalgiques d'une Alberta retranchée derrière ses frontières et sa richesse.

Alison Redford a toutefois décidé, dès le début de la course à la direction du PPC en 2011, de jouer la carte contraire, celle de l'ouverture vers le reste du pays, d'un certain progressisme social, de la modernisation et de l'expansion des infrastructures et des services publics. Elle a toujours été persuadée que les Albertains en étaient rendus là.

Elle a misé, finalement, sur une tradition progressiste-conservatrice en partie négligée sous Ralph Klein et sur les changements démographiques survenus au cours des dernières an-



Danielle Smith, leader du Wildrose Party.

nées. De 2006 à 2011, la population albertaine a augmenté de 10%, selon Statistique Canada. Dans les grandes villes, ce fut l'explosion. Aujourd'hui, plus de 80% de la population vit dans des agglomérations de plus de 100 000 habitants, souligne Keith Brownsey, politologue au Mount-Royal College.

«Le conservatisme social et religieux n'est pas aussi fort que cela en Alberta et est surtout concentré dans les régions rurales du sud de la province, là où le Wildrose a été fort», note Frédéric Boily, professeur au Campus Saint-Jean, de l'Université de l'Alberta. Il y a encore un fond religieux, mais l'Alberta se transforme à vitesse grand V.»

M. Brownsey pense que c'est surtout l'image que les gens se font de l'Alberta qui change, car l'État y a toujours joué un rôle central et, depuis les années 1940, elle est la championne provinciale des dépenses publiques par habitant, gracieuseté des revenus pétroliers et gaziers.

## La main tendue

Pour le reste du pays, l'élection d'Alison Redford présage de meilleures relations et moins de tensions que sous Danielle Smith. Ce sera plus simple, même si ce n'est qu'une question de degré, croit Luc Bernier, politologue à l'École nationale d'administration publique.

David Taras, politologue au Mount-Royal College, pense au contraire que son élection fait une très grosse différence. Mme Redford parle de bâtir des ponts avec les autres provinces et le fédéral pour développer une politique nationale de l'énergie. Et elle n'a pas le choix, dit M. Boily. Pour réaliser ses projets, elle a besoin de revenus, et ceux-ci viennent surtout de l'indus-

trie gazière et pétrolière dont le développement ne peut se faire sans la collaboration des provinces voisines.

Et les Albertains en sont conscients, croit M. Taras. «Ils ont compris qu'ils avaient besoin du reste du pays et que s'attaquer à la péréquation serait destructif et contraire aux intérêts de l'Alberta et du pays.» Vice-président pour l'Alberta chez Léger Marketing, Ian Large confirme les propos de M. Taras. Nombre d'électeurs ont tourné le dos au WP à cause de sa défense d'une politique d'isolement.

Professeur à l'Université de Moncton, l'expert en matière de fédéralisme fiscal Pierre-Marcel Desjardins ne cache pas son soulagement. «Mme Smith voulait remettre en question la péréquation. Elle n'aurait pas pu l'effacer de la Constitution, mais elle aurait pu travailler à en faire une coquille vide.» Avec Alison Redford, en revanche, «il semble qu'un dialogue constructif soit possible», ce qu'il juge plus rassurant vu du Nouveau-Brunswick.

Il pense qu'en tant qu'opposition officielle, le WP poussera sûrement les conservateurs à mettre de la pression sur le reste du pays. Une opinion que partage Luc Bernier: «Mme Redford peut adopter une position plus ouverte, mais elle sera aux prises avec une réalité bien albertaine de "province building".» Keith Brownsey pense plutôt que Mme Redford cherchera à isoler le Wildrose.

Pour Stephen Harper, dont la majorité des députés albertaines avaient appuyé Mme Smith, ce résultat est finalement une bonne chose, car il vient de lui épargner une bataille rangée au sujet de la péréquation.

Collaboratrice  
Le Devoir

## PERSPECTIVES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jean Charest, premier ministre du Québec: des élections printanières?

## L'«ignoble» élection sur le dos de la jeunesse

«Grotesque!», a lancé Jean Charest aux journalistes qui l'interrogeaient sur la possibilité qu'il déclenche des élections générales en profitant de la crise étudiante. C'est le Parti québécois, la Coalition avenir Québec et les médias qui parlent d'élections. «Je n'ai jamais soulevé la question d'une élection. Ce ne fut jamais soulevé par moi, ce fut soulevé par d'autres», a insisté le chef libéral. Mais ce n'est pas parce qu'on ne parle pas d'une chose qu'elle ne surviendra pas. Surtout que *L'art de la guerre* de Sun Tzu demeure aux dernières nouvelles la bible de Jean Charest.

ROBERT DUTRISAC  
correspondant parlementaire  
à Québec

Dans son livre, Sun Tzu écrit que «l'art de la guerre repose sur la duperie» ou le mensonge, selon les traductions. «Capable, passez pour incapable; prêt au combat, ne le laissez pas voir; proche, semblez donc lointin; lointin, semblez donc proche. [...] Attaquez là où il ne vous attend pas; surgissez toujours à l'improviste.» Jean Charest avait fait le coup en décembre 2008 en surprenant ses adversaires avec des élections-surprises. Au PQ, on jure qu'on ne se fera pas prendre deux fois. Croisé hier, Éric Caire se souvient aussi de 2008. «Devrait-on le croire aujourd'hui. Je vous le dis: dans deux semaines, on est en élection», croit le député caquiste.

Certains députés libéraux craignent que Jean Charest fasse «des élections sur le dos de la jeunesse», du jamais vu. «Un de ses proches m'a dit qu'il a décidé d'y aller», a confié un libéral.

Mais hier, Jean Charest, quand il a dévoilé ses offres finales aux étudiants, a qualifié d'«ignoble» le fait de souhaiter des élections ce printemps. «M<sup>me</sup> Marois a demandé qu'on déclenche des élections. Franchement, j'ai trouvé ça ignoble», s'est insurgé le premier ministre. «Je trouve ça franchement grotesque de croire que le gouvernement appelle une crise pour un calcul politique», a-t-il affirmé. Or, existent justement autour de lui des gens qui sont payés pour faire ce type de calculs politiques. Des gens qui préparent les prochaines élections. Des gens qui dressent une «fenêtre» pour permettre au chef libéral, si c'est son souhait, d'appeler les électeurs aux urnes.

Une de ces fenêtres, c'est un déclenchement tout de suite après le Conseil général du PLQ, les 4, 5 et 6 mai à Montréal, pour un scrutin le lundi 11 juin. Le gouvernement a multiplié les annonces ces derniers temps; les ministres furent très actifs. Puis Jean Charest devait vivre un temps fort, le Salon Plan Nord à Montréal. Cela ne s'est pas déroulé comme prévu; que voulez-

vous, il y a des impondérables. Une crise étudiante, ce n'est pas de tout repos, et une blague qui tombe à plat peut faire le plus mauvais effet.

Si on se permet de décoder les propos de Jean Charest, un exercice toujours risqué, il n'y aura donc pas d'élections ce printemps. «On n'en est pas là aujourd'hui», a-t-il dit hier. Un «aujourd'hui» qui maintient l'ambiguïté. Et demain? serait-on tenté de lui demander.

Mais au moins Jean Charest a donné, hier, la principale raison pour laquelle il n'est pas dans l'intérêt de son parti de déclencher des élections ce printemps. Les libéraux donneraient l'impression de chercher à profiter de la crise étudiante, une crise que le chef libéral aurait l'air d'avoir «préméditée» et «nourrie», pour reprendre les mots de Pauline Marois.

### Loi et ordre

Certains députés libéraux craignent que Jean Charest se lance en élection avant même d'avoir réglé la crise sur le thème de la loi et l'ordre. Ces dernières semaines, le chef libéral et le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, ont beaucoup insisté pour dénoncer la violence, le fait, selon eux, non seulement de casseurs, mais d'une association étudiante, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Le ministre a même évoqué la possibilité que son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, soit arrêté par la police.

Jean Charest a cherché à associer Pauline Marois et le PQ à la CLASSE et à la violence. Le premier ministre a accusé le chef péquiste d'avoir tardé à condamner la violence et l'intimidation. Jeudi encore, lors de l'étude des crédits du Conseil exécutif, il a demandé à répétition à la chef péquiste si elle jugeait que le gouvernement devait négocier avec la CLASSE. Sous-entendu: vous traitez avec la CLASSE, vous souscrivez donc à la violence.

Chose certaine, Jean Charest croit que Pauline Marois paiera un prix politique pour son appui à la grève. «Elle porte encore le carré rouge aujourd'hui; bien, elle

en portera la responsabilité également aux yeux des Québécois», a-t-il déclaré cette semaine à l'Assemblée nationale.

Certains stratèges libéraux croient que le Parti libéral gagne des points dans cet affrontement avec les étudiants. Un sondage Léger Marketing, publié hier dans *Le Journal de Montréal*, montre d'ailleurs que 58% des répondants appuient davantage la position du gouvernement que celle des étudiants, une progression de 10 points de pourcentage depuis février.

En outre, les manifestations se déroulent à Montréal; à l'exception de Sherbrooke et de Gatineau, les autres régions ne sont pas touchées. Et sur l'île de Montréal, les châteaux forts libéraux ne sauraient être menacés, quoi qu'il advienne de la grève étudiante.

Comme le relatait avec candeur le ministre et député de Frontenac Laurent Lessard, il participait pendant les manifestations à un pique-nique pour célébrer l'agrandissement du cégep de Thetford, dont les étudiants ont voté contre la grève. «Il y a DES réalités, celle du médiatique qui, elle, est forte parce qu'ils font des petits coups, de la guérilla», a dit Laurent Lessard à des journalistes en parlant des manifestants à Montréal. «Pour te dire une affaire: le monde est tanné de regarder la TV en regardant ça. La plupart font comme nous autres, ils regardent d'autre chose.»

La fermeté du gouvernement pourrait lui rapporter des appuis en région, augmenter les intentions de vote chez les francophones en faveur du PLQ, calcule-t-on.

La grève étudiante, avec cet accent sur la loi et l'ordre, est un «wedge issue», comme disent les Américains, un enjeu qui divise les électeurs mais qui permet de récolter des appuis chez les électeurs plus conservateurs.

Il y a toutefois un revers à cette médaille. Déclencher des élections sans que le conflit avec les étudiants soit réglé pourrait se retourner contre Jean Charest. C'était au chef libéral de régler le problème et il en a été incapable, pourraient penser les électeurs. Sans parler des perturbations que les étudiants en rogne pourraient causer tout au long de la campagne libérale.

À moins de se servir des débordements pour renforcer un discours sur la loi et l'ordre. Et pour bien des libéraux, c'en est trop.

Le Devoir

## C'est la faute aux nouveaux médias

STÉPHANE  
BAILLARGEON

Cette fois, c'est la faute aux nouveaux médias. Cette semaine, Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), s'est plaint du traitement des informations politiques et économiques dans les médias sociaux. Il a donné l'exemple de la diffusion massive sur les réseaux d'une blague du premier ministre Charest visant les manifestants contre la hausse des droits de scolarité alors que tout le reste de son discours du Salon Plan Nord était «extrêmement intéressant». Le président Dorval a opposé à cet anarchisme médiatique le sérieux des vieux médias «soumis à des règles professionnelles et juridiques visant à assurer la rigueur, l'équilibre et la véracité des informations rapportées», selon le reportage paru mardi dans *Le Devoir*.

Ah oui? Où et quand, ça? réplique haut et fort Jean-Philippe Tremblay, réalisateur du tout nouveau film *Shadows of Liberty*, qui a passé les dernières années à scruter le contrôle croissant du médiatique par le politique et l'économique en se servant de l'exemple américain. Le documentaire d'une heure trente était projeté en grande première mondiale hier soir dans le cadre du festival Hot Docs de Toronto.

«L'information est diffusée par les technologies et Internet est la dernière innovation», dit M. Tremblay en entrevue exclusive au *Devoir*. Les grandes entreprises prennent donc de plus en plus le contrôle de ce moyen comme ils contrôlent déjà énormément les autres médias. La prochaine grande bataille pour la liberté va se dérouler là.»

*Shadows of Liberty* s'intéresse aux luttes pour le contrôle de l'information, à la constitution d'un «monopole médiatique sur le journalisme américain», comme le déclare le sous-titre. Le film engagé, résolument de gauche, met en évidence les brimades croissantes à la liberté de presse et les dangers conséquents sur la vie démocratique alors que se développe l'emprise croissante des conglomérats industriels et financiers sur les grandes entreprises médiatiques.

«Pour contrer la propagande et l'insignifiance, il faut diversifier ses sources d'information. Il faut par exemple lire *Le Devoir*, le *Globe and Mail* et écouter la *BBC*.»

Le titre du docu fait référence à une célèbre phrase de Thomas Paine (1737-1809) affirmant que «les dernières ombres de la liberté s'effacent à l'horizon quand les hommes abandonnent le privilège de penser». L'impulsion de départ a été fournie par l'essai *The New Media Monopoly* de Ben Bacdikian, un des premiers journalistes à avoir accroché le grelot des effets pervers de l'hyperconcentration des médias sur la république fondée à l'origine sur un idéal

de circulation libre de la parole publique. «Son livre est paru au début des années 1980 et il prédisait alors que le problème du contrôle de l'information allait s'aggraver», explique le réalisateur. Il a réédité l'ouvrage plusieurs fois depuis. À la première parution, Bacdikian dénonçait le fait que cinquante grandes entreprises contrôlaient les médias aux États-Unis. À la dernière édition, il n'y a plus que cinq grands conglomérats qui contrôlent presque tous les grands médias.»

On pense évidemment à *Manufacturing Consent*, selon l'inquiétante formule de Walter Lippman, reprise par l'anarchiste Noam Chomsky puis pour le titre d'un documentaire sur le traitement de l'information par les médias modernes. «Le documentaire date des années 1990 et s'intéresse aussi à la personnalité attachante de Chomsky», commente alors M. Tremblay. *Nous, nous avons concentré le tir sur le sujet et uniquement sur lui.*

«Pour contrer la propagande et l'insignifiance, il faut diversifier l'information.»

*The New York Times*, se sont fait rouler dans la farine par le gouvernement Bush, qui a réussi à faire avaler sa propagande au sujet des armes de destruction massive réputées en possession de la dictature de Saddam Hussein. Le général Colin Powell a mené la plus grande opération de relations publiques lors d'une célèbre présentation au Conseil de sécurité des Nations unies.

Un autre exemple exposé concerne la compagnie d'articles de sport Nike. En 1996, la journaliste d'enquête du réseau CBS Roberta Baskin a révélé au monde les mauvaises conditions de travail dans certaines usines prolétariennes du Vietnam produisant des vêtements pour l'empire commercial. Deux ans plus tard, le réseau refusait la production d'une suite alors que, comme par hasard, CBS et Nike signaient un partenariat de commandite pour la présentation des Olympiques d'hiver. Le cas d'autocensure est examiné dans le détail. Le non-dit a aussi son importance. Le film rappelle que certaines chaînes d'information causent davantage chirurgie esthétique que guerre en Irak.

«Pour contrer la propagande et l'insignifiance, il faut diversifier ses sources d'information. Il faut par exemple lire *Le Devoir*, le *Globe and Mail* et écouter la *BBC*.»

Le titre du docu fait référence à une célèbre phrase de Thomas Paine (1737-1809) affirmant que «les dernières ombres de la liberté s'effacent à l'horizon quand les hommes abandonnent le privilège de penser». L'impulsion de départ a été fournie par l'essai *The New Media Monopoly* de Ben Bacdikian, un des premiers journalistes à avoir accroché le grelot des effets pervers de l'hyperconcentration des médias sur la république fondée à l'origine sur un idéal

de circulation libre de la parole publique.

«Son livre est paru au début des années 1980 et il prédisait alors que le problème du contrôle de l'information allait s'aggraver», explique le réalisateur. Il a réédité l'ouvrage plusieurs fois depuis. À la première parution, Bacdikian dénonçait le fait que cinquante grandes entreprises contrôlaient les médias aux États-Unis. À la dernière édition, il n'y a plus que cinq grands conglomérats qui contrôlent presque tous les grands médias.»

On pense évidemment à *Manufacturing Consent*, selon l'inquiétante formule de Walter Lippman, reprise par l'anarchiste Noam Chomsky puis pour le titre d'un documentaire sur le traitement de l'information par les médias modernes. «Le documentaire date des années 1990 et s'intéresse aussi à la personnalité attachante de Chomsky», commente alors M. Tremblay. *Nous, nous avons concentré le tir sur le sujet et uniquement sur lui.*

### Le cœur du système

Très bien. Seulement, pourquoi la petite maison de production londonienne et le cinéaste britannique d'adoption n'ont-ils pas plutôt tourné leur regard critique vers les médias du royaume de Sa Majesté? Avec le scandale des tabloïds, il y avait pourtant de quoi faire, non? «On s'est posé la question à l'origine du projet. On a opté pour les États-Unis parce qu'il s'agit de la plus grande puissance mondiale. En allant là, on se retrouve au cœur du système. Cela dit, ce qu'on dénonce dans le documentaire peut s'appliquer ailleurs, y compris ici.»

Le film fait intervenir une quarantaine de grosses pointures, dont Dan Rather, qui a animé le bulletin de CBS de 1981 à 2005, Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, et John R. Macarthur, président et éditeur de *Harper's Magazine*, et collaborateur du *Devoir*. Chacun juge l'état des médias aux États-Unis, souvent de manière critique, parfois en évoquant des cas précis.

M. Tremblay assistera à une nouvelle projection de *Shadows of Liberty* dimanche. Il rate aujourd'hui la première projection européenne en clôture d'un festival en Norvège. Le documentaire et son réalisateur prendront ensuite la route mondiale des grands rendez-vous cinématographiques, par exemple en ouverture du London International Documentary Film Festival. Des sorties en salle sont envisagées et une version sous-titrée en français est en préparation.

Le Devoir

Les Amis du Devoir  
invitent les lecteurs à un  
Débat-rencontre

## Journalistes et acteurs publics FACE À LA CONTROVERSE

Des points de vue divergents  
sur la couverture des événements

EN DISCUTERONT



Jacques DUCHESNEAU Pierre CURZI Marie-France BAZZO Kathleen LÉVESQUE Antoine ROBITAILLE Stéphane BAILLARGEON

ANIMATION  
FRANÇOISE GUÉNETTE

Judi le 3 mai, 19h00

Pavillon Pierre Dansereau  
200, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

CONTRIBUTION : 10\$. Billets vendus à la porte.  
L'événement sera suivi d'un cocktail et  
d'une discussion libre entre lecteurs et artisans du Devoir.

# ÉDITORIAL

## GRÈVE ÉTUDIANTE

### Le fond et la manière

Cédant à une escalade devenue insoutenable, le premier ministre Jean Charest a esquissé hier un premier pas vers le règlement de la crise avec les étudiants, à l'aube d'une douzième semaine de grève. L'offre globale doit être analysée sur le fond par les assemblées générales, mais s'attarderont-elles uniquement au fond, ou également à la manière?

Le ministre de la Sécurité publique Robert Dutil a donné le ton, hier matin, en convenant qu'il avait été trop loin en accusant l'un des porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, d'« inciter à la violence ». C'était le premier mouvement de ce vendredi pour mettre au rancart la « personnalisation » du conflit et le débat connexe sur la violence, devenus de véritables poudrières.

Un peu plus tard, le premier ministre Jean Charest a fléchi face aux pressions, proposant sa sortie de crise: une offre globale confirmant une hausse des droits qui, tout bien compté, se termine à 82% sur 7 années plutôt que les 75% sur 5 ans budgétés, une bonification du régime d'aide financière s'attardant à la contribution des parents, la création d'une commission sur les universités et l'instauration d'un régime de remboursement proportionnel au revenu. Certaines de ces propositions étaient déjà connues.

Voilà pour le fond, dont on peut déjà soupçonner, sans brandir de boule de cristal, qu'il ne pourra satisfaire des étudiants en grève, dont la principale dénonciation vise précisément la hausse: la « solution globale » ne l'atténue en rien.

Vient un moment, dans toute négociation qui se respecte, où il est temps de présenter le contenu d'une offre patronale, la destinant aux membres des assemblées. C'est vraisemblablement ce que les trois regroupements étudiants, FECQ, FEUQ et CLASSE, doivent maintenant faire, par respect pour cette démocratie de laquelle ils se réclament haut et fort. Il y a sans doute chez ces étudiants tenaces un pourcentage appréciable qui n'y verra qu'une insulte. Mais il y a aussi, assurément, chez ces autres qui chauffent les bancs d'école et qui auront à voter, une lueur au bout du tunnel. Il y a en tout cas, qu'on accepte ou qu'on refuse, de quoi alimenter des échanges à une table de négociation.

Mais voilà. Nous attardant maintenant à la manière plutôt qu'au fond, il faut constater que le premier ministre a passé par-dessus ses principaux interlocuteurs pour s'adresser aux contribuables, les électeurs, cette « opinion publique » auprès de laquelle il se conforte. N'en déplaise à M. Charest, qui juge « grotesque » toute annonce prêtant à sa gestion de crise des couleurs électorales, les sondages traduisent de manière éloquent que les citoyens ne sont pas insensibles à l'« autorité » gouvernementale affirmée face aux casseurs. Cette escalade de la violence, peu importe l'affiliation des auteurs, inquiète le « contribuable », qui souhaitait depuis longtemps un geste rassurant de la part du gouvernement.

L'histoire dira s'il fut malhabile de diriger ainsi une tentative de dénouement de crise vers le peuple plutôt que vers les principaux intéressés, à côté desquels il passe comme s'ils étaient portion négligeable. Sur le plan économique, c'est une confirmation du fait que cette hausse s'inscrit dans une entreprise budgétaire mettant le cap sur le déficit zéro, auquel tous les citoyens sont appelés à apporter une « juste part ». Sur le plan stratégique, c'est l'aveu que la discussion avec la CLASSE répugne au gouvernement, comme il l'a maintes fois démontré.

Il faudra pourtant que les discussions reprennent, sans mépris ni arrogance, avec ouverture des deux côtés de la table, et en compagnie de tous les représentants concernés. Car le premier pas franchi hier confirme sans l'ombre d'un doute qu'une négociation est enclenchée. Pourquoi pas avec les étudiants, plutôt qu'avec la population?

[machouinard@ledevoir.com](mailto:machouinard@ledevoir.com)

## BUDGET FÉDÉRAL

### Tuer le débat

La manœuvre est connue, les conservateurs l'employant systématiquement depuis qu'ils ont été élus pour la première fois en 2006. Pour tuer les controverses, il suffit de transformer le projet de loi de mise en œuvre du budget en projet de loi omnibus. On surfera sur tout en général, on ne débattera de rien en particulier.

Ce n'est pas le gouvernement de Stephen Harper qui a inventé la tactique, mais c'est certainement lui qui en a fait l'usage le plus systématique, le plus volumineux. Ainsi, en 2010, 24 lois avaient été modifiées sous le couvert de la mise en œuvre du budget, bien des changements apportés n'ayant pourtant aucun rapport avec celui-ci.

C'était, disait-on alors, une tactique de gouvernement minoritaire: une façon de passer ses projets en contournant l'opposition. En fait, on soupçonnait bien qu'il y avait surtout là du mépris envers le processus parlementaire, mais les jeux de la politique pouvaient encore faire écran.

Cette fois, il n'y a plus d'illusions à se faire. Les conservateurs se sont même surpassés cette semaine: le projet de loi budgétaire déposé jeudi modifie plus de 60 lois! Il met principalement à mal, comme jamais auparavant, le processus d'évaluation environnementale, mais s'attaque aussi à plusieurs autres sujets.

La plupart de ces modifications, souvent fondamentales, mériteraient de passer au filtre du processus régulier d'étude du comité des Communes relié à chaque secteur touché. Mais loi omnibus oblige, elles seront étudiées uniquement et en vrac par le Comité parlementaire des finances.

Il n'y a aucune nécessité pour le gouvernement de procéder ainsi. Majoritaire, il peut faire adopter tous les projets de loi qu'il veut. Ce qu'il tue en agissant ici, c'est tout le travail parlementaire, où l'on prend le temps d'entendre les parties touchées par les changements proposés, d'en traquer les failles, d'en discuter entre élus. En démocratie, les lois ne doivent pas s'élaborer en vase clos. Les députés, les groupes et les individus sont là pour leur faire subir le test du réel.

Cette fois, il n'y aura que simulacre de débat. Comment discuter avec intelligence, en un seul lieu, en quelques jours, d'un document de 431 pages où l'immigration côtoie la Sécurité de la vieillesse qui côtoie la procréation assistée qui côtoie l'abolition, inattendue!, du poste d'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité...

Le gouvernement plaide qu'il faut agir vite, que la santé économique du Canada le réclame. C'est pourtant la précipitation conservatrice qui nous conduit à des problèmes économiques, selon le directeur parlementaire du budget. Il n'y a pas le feu dans la demeure législative. Ce qui se meurt à petit feu, par contre, c'est la raison même du parlementarisme, victime d'un gouvernement qui n'a qu'un souci: imposer ses lubies.

[jboileau@ledevoir.com](mailto:jboileau@ledevoir.com)

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



## LETTRES

### Écart des prix honteux

À la suite d'une recherche demandée par notre ministre fédéral des Finances pour savoir pourquoi les prix de biens fournis par des manufacturiers étasuniens étaient de 20 à 40% plus chers au Canada, malgré la parité du dollar canadien, il s'avère que ces fournisseurs considèrent que ces prix plus élevés sont une prime pour notre « petit » marché canadien. C'est une curieuse réponse. Vu d'ici, j'ai toujours cru que le Maine et le Vermont étaient de plus petits marchés que Montréal.

La seule explication qui me vient à l'esprit est que les fournisseurs des États-Unis font ainsi bien plus de profits avec leurs ventes canadiennes et, sachant que le Canada est couvert de sapins, ils ont conclu qu'il pouvait facilement nous en passer un.

Lucette de Gagné  
Montréal, le 26 avril 2012

### Le mépris de la jeunesse: un cul-de-sac sociétal

À l'instar de Stephen Harper et de son

gouvernement, Jean Charest et le sien semblent guidés par tout autre chose que le bien public, le respect des citoyennes et citoyens et les valeurs sociales qui nous animent depuis des générations.

Le gouvernement Charest ne respecte pas les jeunes et il trompe la population en interprétant erronément, et ce, de façon délibérée, leurs façons de faire, qu'il s'agisse de leurs pratiques de démocratie (directe) ou leur utilisation des médias (notamment des sites Internet).

Les jeunes exercent leur citoyenneté, ils prennent la parole et demandent de discuter de leur avenir et de celui de l'éducation au Québec. C'est tout à fait louable et rassurant pour nous. Au lieu de leur répondre, le gouvernement ne parle que des dérapages. Nous savons que ceux-ci sont la conséquence de l'absence de dialogue. En faisant de ces dérapages le centre d'intérêt, tout en occultant le caractère citoyen du mouvement étudiant, le gouvernement invite les débordements. La diabolisation d'un jeune porte-parole de 21 ans contribue à la provocation.

Le gouvernement du Québec veut imposer à n'importe quel prix sa solution au grave problème du sous-financement des

universités, sans échanges, sans débats documentés et sans associer à l'élaboration de cette solution celles et ceux qui sont concernés au premier chef. La démagogie peut être efficace un moment... mais la population québécoise ne suivra pas le gouvernement dans son mépris de la jeunesse, un cul-de-sac sociétal.

Maria De Koninck  
Professeure à la retraite, Université Laval  
Québec, le 26 avril 2012

### L'heure est au compromis

Dans *Le Devoir* de ce matin 23 avril, Louis Bernard (21 avril) propose une solution. Que le gouvernement accepte de répartir la hausse prévue sur six ans, au lieu de cinq, et celle de la première année serait coupée de moitié. De mon côté, je propose que la hausse prévue sur cinq ans (2012-2017) soit reportée de deux ans, prenant effet en 2014-2019. La perte budgétaire peut être compensée facilement avec un peu d'imagination, délai qui permettra une analyse profonde de toutes les variables.

G.-Robert Tessier  
Le 23 avril 2012

## REVUE DE PRESSE

### Quand Ignatieff réfléchit à haute voix

MANON CORNELLIER

Les réflexions de Michael Ignatieff sur l'indépendance éventuelle du Québec ont fait des vagues dans la classe politique, mais trouvé plusieurs oreilles attentives dans la presse anglophone.

Ainsi, Margaret Wente, de *Globe and Mail*, avoue avoir été surprise par le tollé provoqué par l'ancien chef libéral. Après tout, il ne faisait que souligner, dans le cadre d'un entretien sur le prochain référendum écossais, que le transfert des pouvoirs pouvait mener éventuellement à l'indépendance. « À voir la réaction, on aurait pu penser qu'il avait fait défection vers le Parti québécois. » Selon elle, Ignatieff a dit la vérité en affirmant que « le sentiment d'unité nationale de sa jeunesse a fait place à l'impression que nous sommes presque deux pays séparés, que le lien qui a déjà existé entre le Canada français et le Canada anglais a pour ainsi dire disparu, que nous n'avons plus rien à nous dire. C'est comme si on avait scellé un contrat d'indifférence mutuelle ». Wente dit partager son sentiment. La passion que sa génération ressentait pour le Québec s'est refroidie parce qu'elle n'a jamais été partagée, dit-elle, et si elle rejette le divorce, c'est avant tout par pragmatisme et pour éviter les casse-tête. L'indifférence mutuelle, dit-elle, est devenue réalité. Elle ignore toutefois si le Québec deviendra indépendant, mais comme Ignatieff, elle pense qu'il l'est déjà à bien des égards. Et ça marche, note-t-elle, puisque le pays est toujours uni. Selon elle, c'est ce qu'Ignatieff tentait de dire aux auditeurs de la BBC: pour préserver l'unité de la Grande-Bretagne, reconnaître la spécificité de l'Écosse, accordez-lui des pouvoirs, mais en sachant que cela peut conduire quand même, un jour, à l'indépendance.

Tasha Kheiriddin, du *National Post*,

pense qu'Ignatieff dit vrai en évoquant l'existence d'un fossé entre le Québec et le reste du Canada et elle en prend prétexte pour dresser un portrait sévère. Le Québec, dit-elle, a une culture bien implantée du « tout m'est dû », où on attend du gouvernement qu'il éponge la facture des droits de scolarité, des garderies et des soins de fertilisation *in vitro*. « Des enjeux sociaux à la langue ou à l'économie, le Québec est distinct », écrit-elle. Elle cite l'appui plus important au registre des armes à feu et au droit à l'avortement, l'attention portée aux « chefs d'entreprise anglophones qui parlent anglais ». Elle note le poids de la dette provinciale, plus important qu'ailleurs. Et pour cela, dit-elle, Ignatieff fait erreur au sujet d'une possible indépendance. Le Québec n'a pas besoin d'être indépendant pour se gouverner lui-même, mais bien des choses auxquelles il tient — « des programmes sociaux dispendieux, travailler et vivre en français » — dépendent de l'appui financier d'Ottawa. Et bien des Québécois se rendent compte que la quête d'indépendance a mené à une plus grande dépendance à l'endroit du reste du pays, affirme-t-elle, car l'incertitude politique, la bureaucratie et la « police de la langue » ont fait fuir les investisseurs.

### Vue écossaise

Chroniqueur au *Post* et d'origine écossaise, John Ivison estime que le processus que décrit Ignatieff dans son entrevue est simplement évident et un avertissement offert aux Écossais. Ivison rappelle qu'après le référendum de 1995, le Québec a profité du fédéralisme asymétrique de Paul Martin, de la résolution du déséquilibre fiscal par Harper et d'accords, comme le siège à l'UNESCO (qui est en fait un siège au sein de la délégation canadienne). Mais Ivison relève

qu'Ignatieff n'a jamais souhaité l'indépendance du Québec et il ne comprend pas le tollé devant « la simple mention que deux nations vivant dans le même État puissent davantage s'éloigner l'une de l'autre advenant un plus grand transfert de pouvoirs ». Le journaliste est persuadé que les tensions au sein de la fédération canadienne iront en s'accroissant et mettront son unité à l'épreuve, et ce, peu importe la force du Nouveau Parti démocratique au Québec. « Ce n'est pas une expression d'amour pour le Canada, écrit-il. Les Québécois, comme beaucoup d'Écossais, soutiennent l'union fédérale pour ce qu'elle leur apporte et craignent sa dissolution pour ce qu'elle leur ferait perdre. » Ignatieff pense que le Québec et l'Écosse sont arrêtés à une étape sur une route menant vers l'indépendance. Mais il y a une différence, précise Ivison. Bien des Écossais rêvent de ce que le Québec a déjà, alors que le Canada, lui, ne voit pas ce qu'il pourrait offrir de plus au Québec.

Ni Wente, ni Kheiriddin, ni Ivison ne relèvent les erreurs de faits d'Ignatieff et combien ces dernières fragilisent son argumentation. C'est Chantal Hébert, dans le *Toronto Star*, qui y revient en se demandant si l'analyse de l'ancien chef libéral ne découle pas de sa propre incapacité à percer au Québec lors des dernières élections. Il affirme que le transfert de pouvoirs au lendemain du référendum de 1995 pourrait ouvrir la voie vers l'indépendance, mais il cite des pouvoirs que les provinces détiennent depuis la Confédération ou que le Québec a obtenus avant les batailles référendaires. De plus, sa conclusion ne tient pas compte du fait qu'un autre chef fédéraliste, Jack Layton, a su rallier les Québécois derrière lui et que son parti a toujours leur faveur.

[mcornellier@ledevoir.com](mailto:mcornellier@ledevoir.com)



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des membres des Black Blocs ne croient pas qu'il faut toujours avoir recours à la force, ni qu'il s'agit là de la forme la plus pure du militantisme.

## Black Bloc et carré rouge

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Professeur de science politique à l'UQAM et auteur du livre *Les Black Blocs* (Lux, 2007)

Depuis des semaines, les débats font rage au sujet du « Black Bloc », soit ce qu'on désigne comme des « *groupuscules anarchistes* » de « casseurs » « masqués, cagoules et vêtus de noir et qui brandissent des drapeaux noirs ». A plusieurs reprises en manifestation, j'ai vu des manifestants invectiver et s'en prendre physiquement à des membres du Black Bloc, au nom de la non-violence.

Certes, un Black Bloc peut simplement défilier en suivant le flot de la manifestation, comme les autres contingents de syndicats, d'organisations non gouvernementales et de partis politiques, agglutinés derrière leurs banderoles et leurs dirigeants. Lorsque j'ai vu des Black Blocs dans des manifestations à Montréal ou ailleurs, ils défilaient ainsi, généralement dans le calme, exprimant par leur seule présence une critique radicale du capitalisme ou de l'État. C'est toutefois lorsqu'un Black Bloc a recours à l'action directe que les médias remarquent son existence. Or le Black Bloc n'est pas un phénomène nouveau. Retour sur une histoire mouvementée.

### Les origines

La tactique du Black Bloc apparaît en Allemagne de l'Ouest vers 1980, au sein du mouvement « autonome » (Autonomen), qui se distinguait à l'extrême gauche par sa volonté d'autonomie par rapport aux institutions (États, partis, syndicats). Le mouvement autonome comptait des centaines de squats, véritables lieux de vie collective et d'expérimentation contre-culturelle. A l'occasion de tentatives d'expulsion par les autorités, des Black Blocs, comptant parfois plus de mille activistes, affrontaient les policiers pour défendre le squat.

La tactique du Black Bloc s'est par la suite diffusée dans les réseaux punks, anarchistes et antifascistes. Il semble que les premiers Black Blocs apparaissent en Amérique du Nord dans les années 1990 dans le mouvement anticaricature radical et les mobilisations contre la première guerre contre l'Irak. Le phénomène Black Bloc attire encore l'attention depuis une dizaine d'années dans les grandes mobilisations contre les institutions internationales associées au néolibéralisme et à la mondialisation du capitalisme (Seattle en 1999, Sommet des Amériques à Québec en 2001, etc.). Plus récemment, des Black Blocs sont passés à l'action directe lors du Sommet du G20 à Toronto (2010) et dans les manifestations du mouvement « Occupy », en particulier à Oakland et à Rome.

On l'aura compris, le Black Bloc n'est pas une organisation permanente et il est préférable de parler des Black Blocs (au pluriel). Avant et après une manifestation, un Black Bloc n'existe pas.

### Polémique

On affirme souvent que les Black Blocs « *infiltrent* » les manifestations. Les Black Blocs ont même été identifiés comme le « cancer » du mouvement Occupy. Par de telles condamnations, des porte-parole de mouvements sociaux s'affirment respectables aux yeux des élites, au risque de miner la solidarité et de légitimer la répression policière et la criminalisation de la dissidence. Mais de telles affirmations sont curieuses, car sur quelle base peut-on affirmer que les activistes du Black Bloc ne participent pas à un mouvement social? Il faudrait pouvoir déterminer à qui appartient un mouvement, et de quel droit.

Pour répondre à cette critique, « *des anarchistes parmi d'autres* » qui ont participé à des Black Blocs et qui signent le « *Manifeste du Carré noir* », diffusé en mars 2012 dans le cadre des mobilisations étudiantes au Québec, déclarent : « *Nous sommes étudiant-e-s. Nous sommes travailleuses et travailleurs. Nous sommes chômeur-e-s* [sic]. *Nous sommes en colère. Nous ne récupérons pas une grève. Nous sommes dans le mouvement depuis le début. [...] Nous n'infiltrons pas les manifestations, nous aidons à les organiser, nous les rendons vivantes.* »

Leurs détracteurs critiquent aussi les membres des Black Blocs pour n'avoir aucune cause politique à défendre puisqu'ils ne voudraient que « *tout casser* ». Évidemment, certains se joignent sans doute aux Black Blocs sans conviction politique forte. On oublie alors que plusieurs militants militent dans les partis politiques non pas par conviction, mais par quête de profit personnel ou de gloire et de pouvoir.

### La cible est le message

Il semble en fait que les membres des Black Blocs sont généralement des individus qui ont une expérience militante et une réflexion politique. Des membres des Black Blocs ne croient pas qu'il faut toujours avoir recours à la force en manifestation, ni qu'il s'agit là de la forme la plus pure du militantisme.

Cela dit, en certaines occasions, il leur semble utile et juste de perturber l'ordre social et d'exprimer une colère légitime, sans compter que la « *paix sociale* » libérale implique elle-même son lot de violence: guerres et brutalités policières, inégalités diverses, exclusion et pauvreté. Qui sait au Québec qu'entre Westmount et Hochelaga-Maisonneuve, la différence d'espérance de vie est d'environ 10 ans? Fracasser une vitrine? Ce n'est pas de la violence, dit-on alors, ou ce n'est rien en comparaison de la violence du système.

Au-delà des communiqués plutôt rares, c'est par leurs graffitis et leurs cibles que l'on peut saisir la pensée politique des Black Blocs. Il ne s'agit jamais — ou presque — de « *violence aveugle* ». Les cibles sont associées au capitalisme (banques, firmes multinationales), aux grands médias privés ou publics, à

l'État (surtout la police) et, parfois, au patriarcat (lors du Sommet du G20 à Toronto, une boutique d'American Apparel et un club de danseuses nues ont été la cible d'un Black Bloc qui comptait de nombreuses femmes).

Le Black Bloc semble donc reprendre à son compte l'affirmation exprimée au début du 20<sup>e</sup> siècle en Grande-Bretagne par Emmeline Pankhurst, dirigeante des suffragettes, pour qui « *l'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde moderne* ». Elle justifiait ainsi l'action collective de centaines de militantes qui avaient fracassé en mars 1911 des dizaines de vitrines dans les rues commerciales de Londres. A la suite d'une arrestation de masse, une des prisonnières dira : « *Nous avons tout essayé — les manifestations et les assemblées — et cela n'a rien donné.* »

Les premiers Black Blocs apparaissent en Amérique du Nord dans les années 1990 dans le mouvement anticaricature radical et les mobilisations contre la première guerre contre l'Irak

Selon le politologue Nicolas Tavaglione, « *les Black Blocs sont les meilleurs philosophes politiques du moment* », car ils demandent à la société de choisir entre la protection de biens matériels et la brutalité policière, ou encore entre le maintien de l'ordre social et la liberté et l'égalité.

Les Black Blocs, en effet, sont anarchistes, communistes, écologistes ou féministes radicaux, et le plus souvent — selon leurs communiqués — contre toutes les hiérarchies et toutes les autorités. Les Black Blocs n'ont pas de chef et n'en veulent pas. Dans le communiqué « *Pourquoi étions-nous à Gènes* », diffusé après le Sommet du G8 en 2001, des membres d'un Black Bloc déclarent : « *Nous ne cherchons pas à trouver une place au sein des discussions entre les maîtres du monde; nous voulons qu'il n'y ait plus de maîtres du monde.* »

### Rester critique

Je ne prétends pas ici avoir dit toute la vérité sur les Black Blocs, ni bien sûr tout connaître à leur sujet, et encore moins être leur porte-parole. Par ailleurs, on peut critiquer les Black Blocs selon des principes moraux : « *On reste pacifiques!* » (mais qui détermine le bien et le mal?), en référence à des normes juridiques : « *C'est criminel!* » (mais qui juge du bon droit?), en raison de calculs politiques : « *Ils nuisent au mouvement!* » (mais qui décide de ce qui est « efficace » ou non?).

Il faut savoir, cela dit, que des centaines ou des milliers de manifestantes et manifestants sont aussi favorables aux Black Blocs. De plus, la « *violence* » en manifestation n'est pas seulement le fait des Black Blocs, tandis que celle des policiers est toujours plus brutale.

Enfin, chercher sérieusement à comprendre l'histoire et les actions des Black Blocs et prendre le temps de lire leurs communiqués diffusés au fil des mobilisations permet de rester critique devant les discours simplistes des faiseurs d'opinions, des politiciens et des policiers qui se plaisent à lancer à leur sujet toutes sortes d'affirmations fausses et totalement gratuites — même si je considère la gratuité comme un très beau principe.

## Faire accroire



DENISE BOMBARDIER

Et si toutes les analyses, toutes les opinions publiées, déclarées, affirmées comme parole d'Évangile rataient la cible sur la crise actuelle au Québec? Et si Ross Finnie, chercheur à l'Université d'Ottawa dont l'objet d'étude porte sur l'accessibilité à l'université, avait raison? Ses recherches l'amènent à conclure que ça n'est pas d'abord par manque d'argent au Québec qu'on ne va pas à l'université mais bien plutôt à cause du peu d'importance que l'on accorde à l'éducation supérieure. Cette semaine, on pouvait lire dans *La Presse* des chiffres du professeur Finnie qui, sauf aveuglement, déstabilisent. En comparant le revenu parental en Ontario et au Québec, on est à même de découvrir une réalité brutale.

Dans la tranche des revenus familiaux entre 5000\$ et 25000\$, 39% des jeunes en Ontario vont à l'université contre 18% au Québec. Entre 25000\$ et 50000\$, 34% des jeunes en Ontario fréquentent l'université contre 20% au Québec. De 50000\$ à 75000\$, les étudiants universitaires sont 43% en Ontario et 28% au Québec. Et même au-dessus de 100000\$ de revenu parental, l'Ontario domine avec 62% d'étudiants contre 55% au Québec.

Des chiffres encore? Parmi les jeunes de 22 ans à travers le Canada, 42% au Canada anglais fréquentent l'université alors qu'au Québec ils ne sont que 30%. Des chiffres encore? Il en coûte en moyenne 20404\$ au Canada anglais pour obtenir un diplôme universitaire alors qu'au Québec le chiffre est de 6504\$.

Depuis onze semaines, les tenants du gel des droits, dont une partie non négligeable revendique en fait la gratuité totale jusqu'à l'université, nous expliquent que tout dégel sera catastrophique, socialement criminel, pour les jeunes de milieux défavorisés ou de la petite classe moyenne qui ne pourront plus espérer voir les portes du haut savoir s'ouvrir devant eux. Pourquoi l'argent serait-il au Québec la première ou l'unique explication de la plus faible fréquentation universitaire, alors que nos droits de scolarité sont les plus bas?

Et si l'éducation si chère aux Québécois depuis la Révolution tranquille n'était en fait qu'une valeur de façade qu'on fait brandir comme le drapeau ou la langue, si malmenée par ailleurs? Dans une chronique antérieure, nous avons cité des Anglo-Québécois qui constataient les différences de mentalité entre francophones et anglophones sur cette question. Les parents anglophones avaient tendance, disaient-ils, à aider leurs enfants soit en assurant de les prendre en charge à la maison jusqu'à la fin de leur diplôme, soit en les aidant financièrement s'ils en avaient les moyens. Ces propos avaient suscité des réactions scandalisées de la part de lecteurs incapables d'accepter qu'on mette en doute le supposé culte voué à l'éducation tel que claironné sur les toits.

Répetons-le encore et toujours. Les gens instruits suscitent de la méfiance dans une partie importante de la population. La culture s'affiche mal ou alors elle doit revêtir les oripeaux d'un populisme certain. Des intellectuels qui s'expriment dans une langue soutenue, citant des auteurs classiques, ou pire encore, utilisant un vocabulaire recherché, sont vite considérés comme snobs ou prétentieux. *Le Devoir* à cet égard est perçu comme élitiste et de ce fait inaccessible à plusieurs simplement parce que, de plus, il s'abstient de pratiquer un sensationnalisme tendance pop branché dans ses pages.

L'éducation n'est pas au cœur de nos préoccupations, tant s'en faut. La preuve en est que c'est l'argent, et non le contenu des cours, les failles de la formation générale, la qualité des diplômes, des maîtres et des gestionnaires et les exigences pédagogiques, qui a présidé à ce boycottage des cours qu'on s'acharne à appeler « *grève* », onze semaines, quarante millions de dollars et quelques émeutes plus tard.

Mais pourquoi donc les jeunes Québécois fréquentent-ils moins l'université que les jeunes du Canada anglais même lorsqu'ils sont issus de milieux favorisés? Le goût d'apprendre, le désir du dépassement de soi, la curiosité intellectuelle, l'ambition ne leur seraient donc pas transmis avec suffisamment de conviction par les parents, l'école et la société tout entière. Ne faut-il pas établir aussi un lien entre ce déficit, culturel à vrai dire, et le taux de décrochage scolaire si lamentablement élevé? Serait-ce le poids du passé où nous étions porteurs d'eau, comme le chante Félix, qui pèse encore malgré la Révolution tranquille, fer de lance de la révolution éducative dont on croyait qu'elle transformerait à jamais notre rapport à la connaissance sans laquelle un peuple n'a pas d'avenir enchanté?

Le plus triste dans cette décompression sociale dont nous sommes témoins et qui transforme certains étudiants en émeutiers, c'est de constater que des jeunes de vingt ans s'autoflagellent de la sorte, assurés qu'ils sont de défendre des idéaux. Car il est évident qu'en faisant sauter leur session, perdant ainsi leur emploi d'été, ils compromettent ou retardent leur entrée dans le monde du travail, c'est-à-dire dans la vie adulte. Le gouvernement aurait cédé à leur demande de gel dans les premiers jours qu'ils seraient rentrés en classe et que la CLASSE n'aurait pu connaître l'enivrement actuel de préparer le grand soir sous les bravos des nostalgiques de 1968, ces « *adolescents* » qui refusent le dur principe de réalité.

# ARCHITECTURE + DESIGN



FERNANDO GUERRA

La conception du musée Iberê Camargo à Porto Alegre, au Brésil, aura duré trois ans et il aura ensuite fallu trois autres années de construction.

## Álvaro Siza au CCA

EMMANUELLE VIEIRA

J eudi dernier, le brillant architecte Álvaro Siza a donné une conférence très émouvante au Centre canadien d'architecture. Cet événement était une occasion rare de sentir l'homme derrière les projets et d'apprécier le génie, la sensibilité et le sens de l'humour de ce lauréat du prix Pritzker, l'équivalent du Nobel en architecture. En présentant le processus de création du très célèbre musée Iberê Camargo à Porto Alegre, au Brésil, l'architecte nous a montré la puissance narrative de son coup de crayon et sa grande maîtrise architecturale qui semble tendre vers un seul objectif : dialoguer en beauté avec le reste du monde...

Une heure avant le début de la conférence, une longue file d'attente s'est formée à l'entrée du CCA. La foule est composée d'étudiants, de jeunes diplômés en architecture ou en design et de personnes d'une autre génération, tous impatients de rencontrer le grand Maître. « Nous voulons écouter parler celui que nous ne connaissons qu'à travers des livres, des dessins ou des projets », me glissent Geoffrey et Ellie, deux jeunes architectes. Plus de 200 personnes n'ont malheureusement pas pu franchir les portes de la salle, faute de places, mais pour les autres, ce fut une heure et demie de bonheur et de partage avec Siza... En conférence comme en entretien, Álvaro Siza est d'abord un grand homme, mystérieux à souhait et très attachant. Il est tout aussi humble que joyeux. Il s'étend peu sur lui-même ou sur ses bâtiments, et, à l'image de son architecture, il dévoile à peu près autant de choses qu'il n'en cache. Après l'entrevue et la conférence, une chose apparaît évidente : l'homme et son œuvre se rejoignent totalement, il s'en dégage la même beauté intérieure et l'essentiel ne se lit qu'entre les lignes...

### L'école de Porto

Issu de la très célèbre « école de Porto », qui inculque les valeurs d'une architecture simple, de qualité, très objective et assez peu narrative, Álvaro Siza est resté très marqué par l'enseignement qu'il y a reçu. « Au départ, je voulais être sculpteur », dit-il. Mais mes parents m'ont convaincu de changer de voie. Alors, au fil des ans j'ai appris à aimer l'architecture », explique-t-il. Il étudie dans les années 1950, à une époque de grands changements politiques et sociaux au Portugal. Siza sera au cœur du renouvellement de la pensée architecturale qui jaillit à cette époque. Élève de Fernando Távora, il collabore avec son agence entre 1955 et 1958 et se voit confier deux importants projets : la piscine dans la Quinta da Conceição (1958) et un salon de thé, le Boa Nova Leça de Palmeira (1958-1963). Ces projets sont le point de départ de la construction d'un univers architectural propre à Siza qui, dès lors, se servira du territoire comme point de départ de tout projet. En volumétrie, ce lien très étroit, presque intime avec le site, se traduit par des formes qui suivent, reproduisent ou découpent les lignes naturelles du contexte existant. Mais au fil des années, Siza se détache de ce précepte et finit par dialoguer différemment avec le territoire, offrant une succession



FERNANDO GUERRA

Le musée Iberê Camargo, avec ses surfaces immaculées de béton blanc et ses formes sensuelles baignées de lumière naturelle, est une joie pour les sens et pour l'esprit.

de découpes et de plans qui partent de l'horizon géographique pour aller vers l'horizon des espaces intérieurs, et vice versa. Le musée Iberê Camargo est sans doute le projet le plus abouti de ce point de vue, puisqu'il présente un sens spatial qui s'inscrit dans une multiplicité de repères, une coexistence d'échelles et d'espaces complémentaires cohabitant dans le plus complet des équilibres. Dans l'atrium du musée, on a l'impression de s'élever, d'être libéré de tous ses repères habituels. Le génie d'une œuvre se mesure à sa capacité à élever l'esprit. Le musée Iberê Camargo fait partie de ces rares projets d'architecture capable de nous élever vers quelque chose de meilleur.

### Des dessins qui sculptent l'espace

La conférence démarre sur les images du fameux peintre brésilien Iberê Camargo et ses peintures expressives et dramatiques. À la mort du peintre, la fondation qui s'occupe de ses œuvres lance un concours international dans le but de choisir un architecte pour construire l'important musée qui abritera cette précieuse collection. Siza n'a jamais vu le site ni la ville de Porto Alegre, mais il est frappé par les photos qu'il reçoit. Il voit une ancienne carrière creusée, délimitée d'un côté par une colline escarpée coiffée d'un manteau végétal

tropical et de l'autre, par une route sinueuse qui longe l'immense delta du Guaíba. Siza se remémore toutes les histoires que son père, brésilien, lui racontait lorsqu'il était petit. Apparaissent alors des images de récits dans lesquels la vie dans les grands espaces de la forêt amazonienne prédomine. Ces images inspirent sans doute l'esprit de ce bâtiment qui recèle un certain mystère et une liberté de pensée propres à ces territoires immenses, parfois immaculés.

Les premiers dessins de Siza montrent un volume vertical posé sur un deuxième volume en contrebas longitudinal. Puis les dessins se succèdent, tous plus expressifs les uns que les autres, montrant la transformation de ces géométries primitives en une œuvre architecturale poétique, vivante et expressive. Tel un sculpteur virtuel, Siza modèle ses volumes de départ en faisant apparaître sur le papier des courbes dans le volume principal, qui répondent aux courbes omniprésentes du site. L'architecte décide de faire ressortir en partie les rampes de circulation du volume vertical, qui deviennent alors des bras articulés sur la façade principale, et ainsi de suite. La pointe magique du crayon remplace les doigts d'un sculpteur imaginaire. « L'architecture est un travail d'équipe », souligne Siza, et la

maturation d'une œuvre est un va-et-vient constant entre l'expression d'idées et la validation technique et financière de ces idées. Ainsi, je commence toujours mes projets avec un ingénieur à mes côtés. L'évolution de mes projets est un parcours en zigzag : aux idées les plus folles succèdent les doutes les plus profonds : je dessine, je trie, je travaille encore et toujours », dit-il. Dans le cas du musée Iberê Camargo, Álvaro Siza a eu des clients très compréhensifs et généreux qui ont parfaitement compris qu'un bon projet d'architecture ne se fait pas en un jour. La conception du musée aura duré trois ans et il aura ensuite fallu trois autres années de construction. « Les clients pensent que parce qu'on est à l'ère de l'ordinateur, tout doit aller très vite [...], mais notre corps et notre cerveau sont restés les mêmes. Nous avons besoin du même temps qu'avant pour penser, assimiler et créer », souligne Siza.

### Un architecte honnête et libre

Le musée Iberê Camargo, avec ses surfaces immaculées de béton blanc et ses formes sensuelles baignées de lumière naturelle, est une joie pour les sens et pour l'esprit. Chaque courbe, chaque ligne est placée avec habileté et sûreté. Chaque rampe est invitante, chaque fenêtre est une ouverture différente sur le monde. Le bâtiment à lui seul est une merveilleuse leçon de vie.

Mais derrière ces gestes, si élégants soient-ils, se cache une réalité « technique » du bâtiment que l'architecte virtuose parvient à effacer avec brio. « Si un point de vue est désiré, je crée une fenêtre. Si l'ombre est nécessaire, un plan est placé en surplomb pour protéger de la lumière. Chaque geste obéit à l'instinct, aux idées, mais aussi répond aux questions du programme, de circulation et de la sécurité », dit-il. L'architecture de Siza est donc une réponse subtile et parfois spontanée à ces obstacles que rencontre perpétuellement l'architecte sur son parcours. Tel un chef d'orchestre, Siza veille méticuleusement sur chaque détail, en ayant toujours à l'esprit que l'œuvre architecturale est un tout qui doit rester le plus harmonieux possible.

« La conférence de Siza au CCA a prouvé à quel point le sérieux et la complexité font partie d'un processus de conception d'un bâtiment », dit Mirko Zardini, directeur et conservateur en chef du CCA. Sa conférence a démontré que l'architecture est d'une part toujours « prisonnière » de la réalité, et d'autre part que malgré les « contraintes », elle est encore capable d'intégrer d'importantes transformations. » Et il conclut : « Derrière les œuvres de Siza qui semblent n'avoir exigé aucun effort — et qui s'éloignent nettement des excentricités des vingt dernières années — se cache un monde de sophistication et de sensibilité », dit Mirko Zardini.

Si vous avez manqué la conférence, je vous invite à aller admirer les dessins de Siza au CCA jusqu'à demain. Ils sauront vous faire voyager presque autant que ses œuvres architecturales...

Collaboratrice  
Le Devoir



VITTORIOVIEIRA

L'architecte Álvaro Siza souligne que l'architecture est un travail d'équipe.